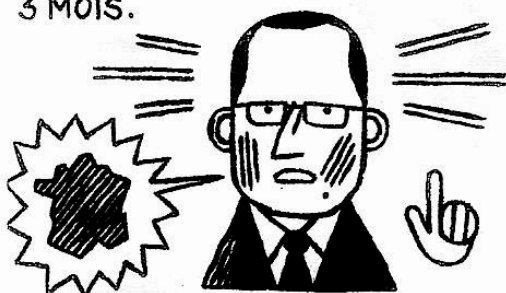


LES OUTILS DE L'ÉTAT D'URGENCE

Jochen Gerner

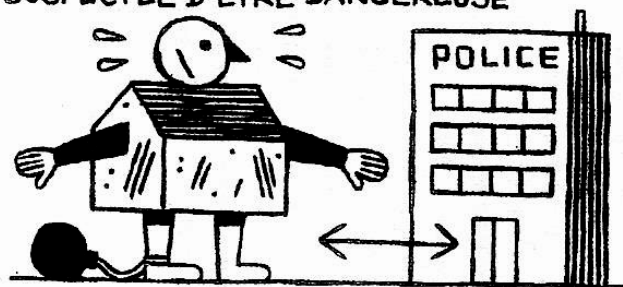
14 NOV. 2015 : L'ÉTAT D'URGENCE EST INSTAURÉ EN FRANCE AU LENDEMAIN DES ATTENTATS DE PARIS. IL RESTERA EN VIGUEUR 3 MOIS.



LES FORCES DE L'ORDRE PEUVENT PERQUISITIONNER DE JOUR COMME DE NUIT UN DOMICILE SANS MANDAT D'UN JUGE



LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR PEUT ASSIGNER À RÉSIDENCE TOUTE PERSONNE SUSPECTÉE D'ÊTRE DANGÉREUSE



LES PRÉFETS ONT LE DROIT D'IMPOSER DES COUVRE-FEUX DANS LEUR DÉPARTEMENT



LES AUTORITÉS PEUVENT FERMER LES SALLES DE SPECTACLE, LES BARS, LES LIEUX DE RÉUNION...



ASSOCIATION
ET DISSOUDRE LES ASSOCIATIONS QUI NUISENT À L'ORDRE PUBLIC

"Le un", n°853 décembre 2015.

Prorogation de l'état d'urgence : abstention, juste pour dire attention !

Par **Esther Benbassa**, *sénatrice écologiste* du Val-de-Marne, vice-présidente de la Commission des Lois, 20 novembre 2015

Nous n'avons pas été nombreux, jeudi, en Commission des Lois, lors de l'examen du projet de loi prorogeant l'état d'urgence, à exprimer des doutes. [...] Notre Etat de droit possède pourtant l'arsenal nécessaire pour agir, sans qu'il soit besoin de recourir à des lois d'exception. Ce sont nos libertés que les terroristes ont attaquées, et nous n'avons peut-être pas besoin de leur en sacrifier nous-mêmes ne serait-ce qu'une once. [...]

Les préoccupations que cette agitation recouvre ne sont pas illégitimes, loin de là. Je les partage, comme chaque Français. Reste que l'esprit va-t-en-guerre est une machine à produire un consensus de masse, pas toujours rationnel et chargé d'émotion. [...]

Les historiens connaissent bien ces élans nationalistes et «unitaires», et savent qu'ils sont fragiles. Mais ils savent aussi qu'ils sont susceptibles de se retourner contre les minoritaires de l'intérieur, adeptes d'autres religions, venus d'autres horizons, perçus comme des étrangers (ou comme leurs agents). La guerre, c'est la guerre, on frappe tous azimuts.[...]

http://www.liberation.fr/debats/2015/11/20/prorogation-de-l-etat-d-urgence-abstention-juste-pour-dire-attention_1414905

L'état d'exception permanent, Noël Mamère, député écologiste, qui a voté non le 19 novembre 2015. "Le un", n°853 2 décembre 2015.

Quelle victoire pour les tueurs du vendredi noir qui nous voient "finir le boulot" ! Car l'objectif des terroristes est bien de nous pousser à réduire nos libertés [...] Mon opposition à la prolongation de l'état d'urgence n'est pas de principe, - j'étais favorable à son instauration pour la durée autorisée par la loi de 1955 -, elle est liée au délai de trois mois, qui me semble plus relever de la posture idéologique que des nécessités impérieuses d'une enquête dont on voit qu'elle avance rapidement. Sinon, pourquoi trois mois et pas six ou neuf ou un an ? [...] La menace de l'Etat islamique ne sera pas éteinte dans trois mois. [...]

L'Etat de droit n'est pas l'Etat de faiblesse, interview donnée par **Robert Badinter**, "Le un", n°853 2 décembre 2015. avocat, ancien Garde des Sceaux, porteur du projet de loi sur l'abolition de la peine de mort, ancien Président du Conseil constitutionnel.

Question du journal : L'état d'urgence était-il nécessaire ?

Face à une extrême, menace comme celle que nous connaissons, il est légitime. Dans un cas comme celui-là, il faut disposer de tous les pouvoirs prévus par la loi. Un gouvernement se doit de prendre, vis-à-vis du pays, les mesures les plus fortes. [...] Mais n'oubliez pas la menace qui pèse aujourd'hui sur la France. [...]

Et pour les démocraties il s'agit d'une menace mortelle dans la mesure où ce qui les anime, c'est une volonté de mort contre les occidentaux. Face à cela l'Etat de droit ne peut être l'état de faiblesse. [...]

L'Etat de droit consiste à sauvegarder les droits fondamentaux ; l'état de faiblesse consisterait à ne pas prendre les mesures de sécurité nécessaires, dans le respect de ces droits. [...]

Mais il s'agit aujourd'hui de la vie et de la mort de nos concitoyens. Nous n'avons pas assez relevé la fascination de la mort chez ces terroristes, qu'ils la donnent aux autres ou qu'ils se l'infligent à eux-mêmes[...]

Le devenir jungle de la planète par Michel Onfray, philosophe, "Le un", n°853 2 décembre 2015.

[...] La sécurité est un droit de l'homme, peut-être même le seul. Car sans sécurité, il n'y a ni liberté, ni égalité, ni fraternité. Juste la peur. La peur, la crainte, l'angoisse, la terreur.

[...]